

AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE DE NOUVELLE-AQUITAINE

Conseil d'administration n° 1 Séance du 13 juillet 2023

Délibération n°ARBNA-2023-02

PREFECTURE DE LA VIENNE

26 JUIL. 2023

Objet : Approbation de la feuille de route et de l'organigramme

PRESENTS votants	Région Nouvelle-Aquitaine : Guillaume RIOU, Sophie WEBER, Joëlle MARIE-REINE SCIARD, Eric SOULAT, Stéphane TRIFILETTI OFB : Nicolas SURUGUE, Amandine EYNAUDI Etat : Patrick AMOUSSOU-ADEBLE (SGAR), Fabrice CYTERMANN (DREAL), Agence de l'Eau Adour-Garonne : Nicolas ILBERT CD24 : Florence GAUTHIER CD33 : Pascale GOT PNR : Catherine HORNEBECK Grand Poitiers : Dany COINEAU Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique : Coralie PRADEL Biosena : Pascale GARCIA Centre National de la Propriété Forestière NA : Luc-Olivier DELEBECQUE LPO : Olivier LE GALL FNE NA : Serge URBANO URCAUE : Yannick COULAUD Conservatoire d'espace naturel NA : Jean-Michel CLEMENT Réserves naturelles de France : Kévin LELARGE Fédération Régionale des Chasseurs : Jean-François SEGUY Association Régionale de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques NA : Alain DALY Chambre Régionale d'Agriculture NA : Joel BIALOUX Fédération Régionale de l'Agriculture Biologique : Jérôme KELLER Personne qualifiée (CSRPN) : Marie BARNEIX Représentant du personnel : Valérie BARBIER
ABSENTS	Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins NA SOLTENA
INVITES Non votants	Région NA : Elise LAURENT-GUEGUAN, Mathieu LABROUSSE, Henri SABAROT, Thomas VAUTRAVERS, Anne-Sophie CHAPLAIN, Chloé SPITERI ; OFB : Véronique CESARI ; Etat : Marie ROZAT ; CD24 : Cathy PRIGENT ; PNR : Juliette GIOUX ; Grand Poitiers : Yvonnick GUINARD ; CBNSA : Andde SAINTE-MARIE ; CRA-NA : Philippe BLONDEAU, Pascal DEVARS ; SOLTENA : Jérôme DAOUSTAL

Le conseil d'administration de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1431-1 à L.1431-9 et R.1431-1 à R.1431-21,

Vu le code de l'environnement,

Vu la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative aux Etablissements publics de coopération culturelle, modifiée par la loi n° 2006-723 du 22 juin 2006 et adaptée à la thématique environnementale par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016,

Vu la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages,

Vu le décret n°2017-402 du 27 mars 2017 relatif aux établissements de coopération environnementale,

Vu la convention du 24 mars 2022 portant sur l'évolution de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine, en application de la convention cadre Etat-Région pour la reconquête de la biodiversité,

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité n°2023-03 du 16 mars 2023 approuvant la création de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine en tant qu'établissement public de coopération environnementale et l'adoption de ses statuts,

Vu la délibération du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine n°2023.504.SP du 27 mars 2023 approuvant la création de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine en tant qu'établissement public de coopération environnementale et l'adoption de ses statuts,

Vu l'arrêté du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 3 juillet 2023 portant création de l'Etablissement Public de Coopération Environnementale dénommé Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Vu les statuts annexés à l'arrêté susvisés, et notamment l'article 10 relatif aux attributions du conseil d'administration,

Considérant la feuille de route 2023-2026 présentée en conseil d'administration de l'association ARB NA le 22 novembre 2022,

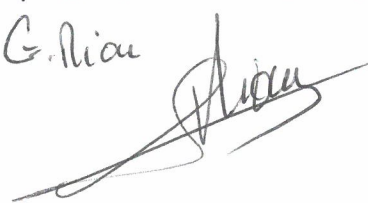
Considérant l'avis favorable rendu par le Comité Régional Biodiversité en date du 31 janvier 2023,

Considérant l'organigramme réalisé par le cabinet Conviction RH à la demande du COPIL de préfiguration, tel que prévu dans la convention du 24 mars 2022 suscitée,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

D'approuver la feuille de route et l'organigramme de l'établissement public de coopération environnementale, annexés à la présente délibération.

<i>La présente délibération est transmise à Monsieur le préfet de la Vienne. Elle fait l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne</i>	Fait à <i>Bordeaux</i> Le <i>13 juillet 2023</i> Le président de l'ARB-NA Nouvelle-Aquitaine <i>G. Riou</i> 
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

REÇU LE

26 JUIL. 2023

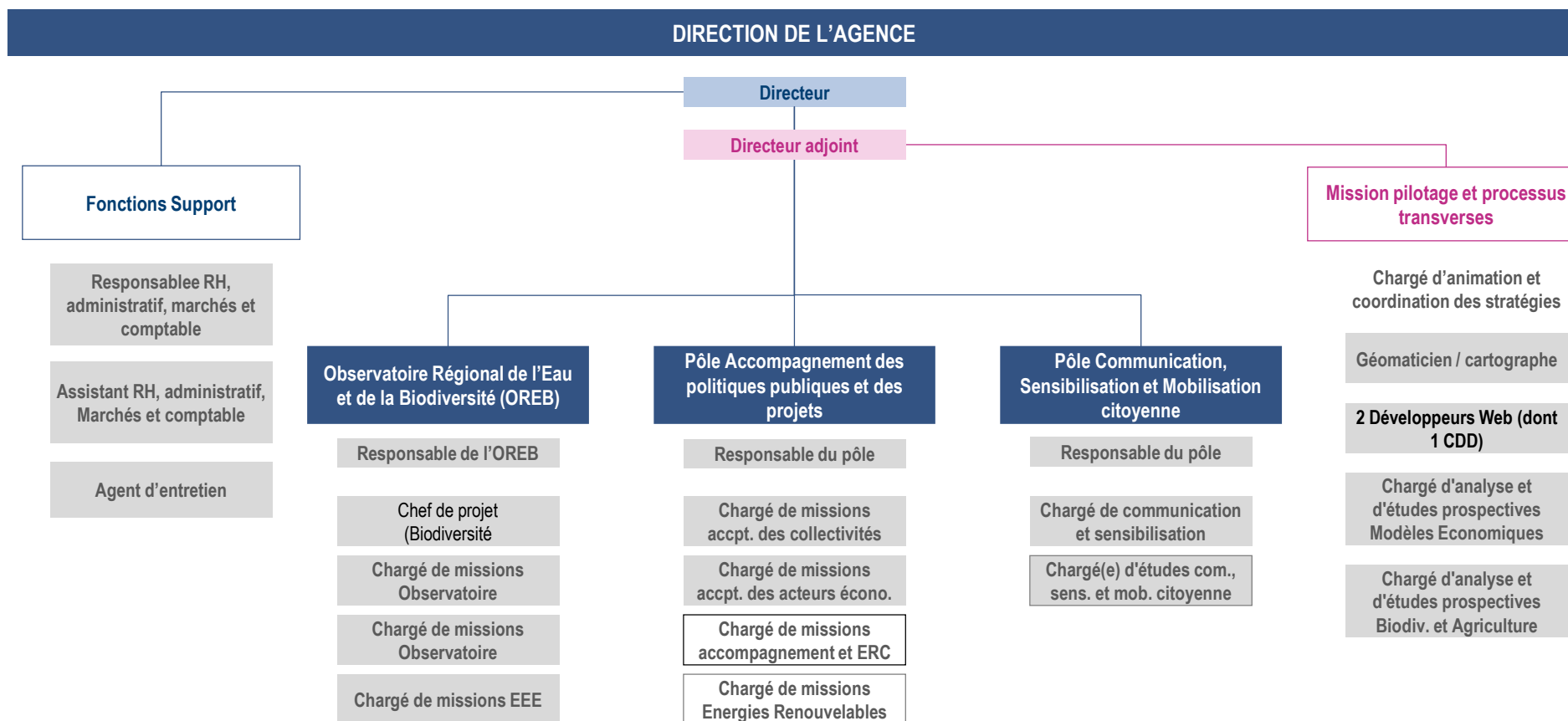
PRÉFECTURE
DE LA VIENNE

ANNEXE 1 : organigramme

ANNEXE 2 : Feuille de route de l'ARBNA-EPCE

PROPOSITION D'ORGANIGRAMME (NON NOMINATIF)

Organisation cible



Légende :

— Rattachement hiérarchique au directeur — Rattachement hiérarchique au directeur adjoint

Poste en CDI

Poste en CDD

Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine

Feuille de route 2023-2026

Etablissement Public de Coopération Environnementale

- **Contexte et rappels historiques :**

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014¹ a confié aux Régions le rôle de **chef de file en matière de préservation de la biodiversité**. Par la suite, la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016 a instauré les Agences Régionales de la Biodiversité afin de permettre à l'Agence Française pour la Biodiversité² (AFB) et aux Régions la coordination de leur action. Un cadre juridique a également été instauré pour ces ARB à travers le statut d'établissement public de coopération environnementale.

La Région Nouvelle-Aquitaine s'est dotée d'une ARB à partir de 2018 à l'issue de la fusion de **l'Agence Régionale de la Biodiversité en Aquitaine (ARBA)** et de **l'Observatoire Régional de l'Environnement de Poitou-Charentes (ORE)**, structures préexistantes à la loi de reconquête de la biodiversité du 8 août 2016. Cette Agence, relevant du statut d'association loi de 1901, a été désignée comme l'une des onze agences de la Région **afin de l'accompagner dans la définition et la mise en œuvre de sa politique biodiversité**. Le statut associatif ne permettait cependant pas d'intégrer l'Etat et son opérateur l'Office Français de la Biodiversité à sa gouvernance.

Considérant l'importance des enjeux biodiversité régionaux et portés par une ambition commune, la Région, l'Etat, l'OFB et l'Agence se sont accordés par une convention signée le 24 décembre 2019 sur un processus de transition et d'évolution de la structure devant notamment permettre l'intégration des services de l'Etat et de l'OFB à sa gouvernance conformément au cadre instauré par la loi pour la reconquête de la Biodiversité du 8 août 2016. Une seconde convention signée le 21 mars 2022 entre ces mêmes parties a acté l'évolution de la structure vers un établissement public de coopération environnementale, au travers d'une préfiguration conduite par la Région Nouvelle-Aquitaine avec l'appui de l'Etat et son opérateur l'OFB ainsi que la participation active de l'association ARB-NA représentée par son président.

La présente feuille de route stratégique est un document de cadrage et d'accompagnement de la transition à destination de l'établissement et de son futur Conseil d'Administration. Son objectif n'est pas de présenter de manière exhaustive les actions de l'Agence, mais d'énoncer les ambitions et priorités du nouvel établissement. Ce document couvrant la période 2023-2026 fera l'objet d'une déclinaison opérationnelle via le programme d'action par le Conseil d'Administration et la Direction du nouvel établissement.

1 La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

2 Devenue Office Français de la Biodiversité depuis une loi du 24 juillet 2019 et la fusion de l'AFB et de l'ONCFS le 1^{er} janvier 2020

Au-delà de cette feuille de route, ce sont les compétences et la mobilisation des personnels qui porteront l'ambition de l'Agence et incarneront son émergence dans le paysage institutionnel et sociétal néo-aquitain.

I) Principes structurants

L'agence dans l'accomplissement de sa mission répond à un certain nombre de principes fondamentaux pouvant être soulignés comme transversaux dans la présente feuille de route.

Forte de son historique, le périmètre d'intervention de l'Agence couvre tant les enjeux « *biodiversité* » que « *eau* » ainsi que les interrelations entre ces deux domaines.

Le terme « *biodiversité* » recouvre ici l'ensemble des enjeux liés aux écosystèmes terrestres, d'eau douce continentale ainsi que littoraux et marins.

Le terme « *eau* » renvoie quant à lui aux enjeux relatifs à l'analyse tant quantitative que qualitative des masses d'eau dont dépendent ces écosystèmes.

La création de l'Agence est un levier essentiel de l'action publique. La réussite de ses missions repose sur son insertion réussie dans le réseau des autres acteurs : sur la bonne articulation des actions de chacun et la mise en réseau productive de ces acteurs, avec pour objectif de créer des partenariats fructueux visant à la démultiplication des actions et initiatives opérationnelles en faveur de la biodiversité. **La mise en réseau des acteurs du territoire néo-aquitain doit être considérée comme un moyen de réalisation de ces missions et non pas comme une fin en soi.**

Dans la continuité de ce principe, la programmation de l'Agence se doit d'être suffisamment transversale afin de toucher et de dialoguer avec des domaines connexes, dans leurs liens avec la biodiversité et l'eau, en accentuant notamment ceux relatifs au **monde économique** et en particulier celui de **l'agriculture**. Ces thématiques, sur lesquelles l'Agence n'était que peu ou pas mobilisée jusqu'ici, apparaissent comme un enjeu majeur et intègrent des leviers prioritaires pour la préservation et la reconquête de la biodiversité.

Pour la réalisation de ses missions, l'Agence s'inscrit dans une posture opérationnelle et concrète tournée vers les territoires et leurs acteurs. Elle est engagée dans une logique de gestion de projets de différents ordres : récurrents, ponctuels, spécifiques, expérimentaux. Les actions de l'agence s'inscriront dans le cadre de ces projets.

L'organisation et le fonctionnement de l'Agence - EPCE permettent une capacité d'analyse intégrée des multiples enjeux du territoire (interactions croisées entre biodiversité et économie, sociologie, agriculture, climat etc). Cette analyse est conduite à la lumière des connaissances disponibles, en s'appuyant notamment sur les contributions des acteurs du territoire. Elle vise à produire des outils d'aide à la décision reposant sur des bases factuelles et scientifiques, au service des politiques publiques régionales, mais aussi des stratégies des acteurs socio-économiques le cas échéant.

Dans une optique de prise en compte des changements globaux et effets sur l'environnement, l'Agence est appelée à consacrer une partie de son action au

développement de réflexions prospectives, innovantes voire expérimentales, tenant compte des enjeux croisés biodiversité-énergie-climat, destinées à alimenter les réflexions du Conseil d'Administration et plus généralement de l'action publique.

II) Missions « socles » de l'Agence

1) Valorisation et diffusion de la connaissance

La connaissance des écosystèmes, de leur état et de leur fonctionnement, des services écosystémiques qu'ils rendent, des pressions qu'ils subissent revêt une double composante, à la fois comme élément de conception et de priorisation des politiques publiques, mais également par sa valorisation comme outil de sensibilisation.

Les politiques publiques nécessitent de disposer, à l'échelle régionale, d'une information fiable et claire sur l'état de la biodiversité et de la ressource en eau. À cette fin, l'Agence met à disposition des données traitées pour les rendre accessibles à tous, organise des **indicateurs de suivi de la biodiversité et de la ressource en eau, en particulier dans le cadre des stratégies régionales**. L'Agence mobilise autant que de besoin les compétences scientifiques complémentaires en matière de gestion, de traitement ou d'analyse de la donnée.

Sur le plan opérationnel, l'Agence porte un Observatoire Régional de la Biodiversité et de l'Eau (ORBE), qui propose une vision globale et transversale sur les sujets de la biodiversité et de l'eau.

Typologie d'actions :

- 1.1 En complémentarité avec les structures responsables des pôles SINP et SIE : capitalisation, harmonisation, partage et analyse des **données** liées à la biodiversité (faune, flore, fonge, habitats, géologie...) et à l'eau à l'échelle régionale ;
- 1.2 Élaboration et alimentation d'**indicateurs** régionaux, permettant notamment de suivre et évaluer l'état de la biodiversité et de l'eau ainsi que les politiques et stratégies régionales (SRB, SRADDET, partenariat sur l'eau Etat/ Région, Stratégie Régionale de l'Eau...) ainsi que leurs déclinaisons territoriales ;
- 1.3 **Assistance technique** aux producteurs de données, en complémentarité avec les acteurs des pôles SINP et du SIE :
 - Accompagnement des producteurs de données au développement de plateformes web collaboratives ou participatives sur la biodiversité et l'eau destinées à l'alimentation des SINP et SIE, et plus généralement au partage des données publiques sur l'environnement.
 - Suivi et participation aux outils et à la gouvernance de la biodiversité et de l'eau en Nouvelle-Aquitaine.
- 1.4 Réalisation de **bilans** et de **synthèses** multi-supports et multi-échelles des données de la biodiversité et de l'eau au service des politiques et de l'action dans les territoires :

- Élaboration et diffusion **de bilans qualitatifs et quantitatifs** sur l'eau utiles à la conduite des stratégies, en lien avec les enjeux de biodiversité.
- **Analyses intégrées**, à des échelles spatiales adaptées, des enjeux de biodiversité et de ressource en eau en lien avec les usages ainsi que les pressions et menaces qui pèsent sur ces enjeux, afin de dégager des stratégies d'actions dans une perspective d'utilisation durable des ressources, d'atténuation et d'adaptation aux changements globaux.

Hors périmètre de l'Agence

Les missions et compétences de l'Agence en matière de connaissance de la biodiversité et de l'eau n'ont pas vocation à remplacer ou à se superposer aux démarches d'autres acteurs, parmi lesquelles celles pilotées par le Conseil Régional telles qu'Ecobiose ou Acclimatera, les centres de ressources et systèmes d'information pilotés par l'OFB, les pôles du SINP ou bien les SIE des Agences de l'Eau.

Par ailleurs, l'Agence n'a pas vocation à participer à l'acquisition de données brutes sur la biodiversité ou l'eau, dont une grande partie est générée par les APNE. La charte régionale du SINP (ou le document cadre s'y substituant) précise la répartition des missions entre le SINP et l'Observatoire Régional de la Biodiversité.

Enfin, l'assistance technique sur le format et la méthodologie de capitalisation des données relatives à la bio-géo-diversité ne relève pas des missions de l'Agence.

2) Accompagnement des politiques publiques et des projets

Les missions d'accompagnement de l'Agence visent d'une part à faciliter et consolider la mise en œuvre des politiques « *biodiversité et eau* » portées par les acteurs publics dans leurs prérogatives respectives - et sans préjudice de leurs politiques d'intervention - et d'autre part à dynamiser l'émergence de projets et d'engagements publics ou privés en faveur de la biodiversité.

2.1 Accompagnement technique à l'élaboration, la mise en œuvre et au rapportage des politiques publiques.

L'Agence accompagne les politiques régionales en faveur de la biodiversité et de l'eau, tant dans leur élaboration que dans leur mise en œuvre et leur suivi dans le temps. En outre, l'Agence est un espace contribuant au dialogue et à la mise en réseau entre les acteurs mobilisés sur les politiques et stratégies relatives à la biodiversité et/ou l'eau aux différentes échelles.

Parmi ces politiques, la Stratégie Régionale de la Biodiversité (SRB) constitue un axe majeur de la coopération entre acteurs et des partenariats à consolider dans les années à venir, toutes échelles confondues. Cette stratégie, composée de 49 actions, mobilise une

compétence en ingénierie de pilotage, de suivi et d'animation, structurante dans la feuille de route stratégique de l'Agence. Au sein de cette stratégie, 5 actions positionnent l'Agence en tant que pilote ; 11 autres la consacrent en tant que porteur de projet, et 29 actions la mobilisent au titre de sa contribution technique.

Typologie d'actions :

- 2.1.1 Appui à la rédaction, à l'animation, à la mise en œuvre et au suivi des stratégies régionales ;
- 2.1.2 Mise en œuvre de la SRB au travers les fiches actions impliquant l'Agence, en tant que pilote d'action, porteur de projet, ou contributeur technique ;
- 2.1.3 Suivi et rapportage de la SRB afin de soutenir et d'animer le portage politique de la SRB ;
- 2.1.4 Traitement et analyse de sujets d'actualité au regard des connaissances scientifiques et techniques disponibles, pour favoriser la réponse des pouvoirs publics à court terme comme leur mobilisation à moyen terme. Ces productions visent l'aide à la décision et la sensibilisation des acteurs aux enjeux émergents ;
- 2.1.5 Assistance et conseil aux acteurs publics des territoires (échelle infra régionale) afin de décliner les travaux nationaux, régionaux et de bassin et/ou pour accompagner des politiques ou structurer des projets répliquables dans les autres territoires ou à l'échelle régionale, sur les thématiques biodiversité et eau.

Hors périmètre de l'Agence

L'évaluation des politiques publiques régionales ne relève en aucun cas des missions et compétences de l'Agence. L'évaluation des politiques publiques nécessite la mobilisation d'un tiers neutre et indépendant.

2.2 Appui à l'émergence de projets et à la prise en compte renforcée de la biodiversité par les acteurs locaux

Démultiplier la mobilisation et l'engagement nécessite des processus de facilitation pour optimiser les effets attendus des nombreux dispositifs mis en œuvre par les acteurs publics régionaux (appels à projets ou manifestation d'intérêts, labellisation, démarches de reconnaissance des projets territoriaux, etc.), en rendant visible et en diffusant en particulier les bonnes pratiques et l'état de l'art.

L'Agence se positionne comme facilitatrice et propose une ingénierie facilitant le déploiement de certains dispositifs publics. Elle développe une offre d'appui et d'animation de réseaux dirigée vers des acteurs clés des territoires, chargés de la mise en œuvre des actions opérationnelles. L'Agence développe les outils permettant d'en démultiplier les effets. Elle déploie par ailleurs des compétences d'ingénierie financière au service de projets

territoriaux, mais également afin d'aiguiller les porteurs de projets vers les financements les plus appropriés tels que des projets européens (Life, Interreg...)

Cette mission de l'Agence intègre par exemple le dispositif des Territoires engagés pour la nature au niveau régional, mais peut également comporter une demande plus précise pour des conseils départementaux qui de manière complémentaire vont également contribuer au déploiement des TEN en conjuguant leurs moyens.

Typologie d'actions :

- 2.2.1 Cartographie des projets et autres appels à manifestation sur le territoire régional, en s'appuyant sur les recensements déjà effectués par ailleurs ;
- 2.2.2 Accompagnement au déploiement et à l'animation des dispositifs régionaux portés par les copilotes ou les partenaires régionaux (TEN, communauté des acteurs de la séquence ERC...) ;
- 2.2.3 Organiser, alimenter et mettre à jour un centre de ressources : inventaire des outils et dispositifs à destination des porteurs de projet, documentation juridique et technique, retours d'expériences, en lien avec les besoins identifiés par les acteurs d'une part et les centres de ressources existants par ailleurs d'autre part... ;
- 2.2.4 Construire et alimenter la cartographie des acteurs régionaux de la biodiversité et de l'eau, et le(s) centre(s) de ressources ;
- 2.2.5 Assistance technique et administrative dans l'élaboration des projets (documents de référence, guide, liste des référents techniques, inventaire des modalités de financement disponibles et modalités de valorisation et de sensibilisation...)
- 2.2.6 Proposition de projets innovants et structurants. Contribution à des expérimentations portées par des acteurs volontaires, puis essaimage.

Hors périmètre de l'Agence

L'appui technique aux partenaires de l'agence ou porteurs de projets sur des sujets ne relevant pas des compétences de l'Agence ou se trouvant dans le champ concurrentiel (hébergement de sites web, de mails) est hors du périmètre d'action de cette dernière, sauf exception dûment justifiée et validée par le CA.

3. Communication, sensibilisation et mobilisation citoyenne

Indispensable à la constitution des réseaux et à la diffusion de l'action de l'Agence vers les acteurs du territoire, cette mission est dédiée aux actions de communication, de

sensibilisation envers le grand public, mais aussi vers les acteurs publics et privés. Elle s'appuiera sur une stratégie de communication restant à élaborer, précisant les compétences mobilisées en matière de réseaux sociaux, de communication et d'évènementiel.

L'intervention de l'Agence sur cette thématique, particulièrement dans sa composante sensibilisation/mobilisation, se doit d'être rigoureusement complémentaire de celle des acteurs dont c'est le cœur de métier (APNE, GRAINE, CPIE, IFREE...) et des démarches engagées par les acteurs du territoire.

Par ailleurs, il est attendu que l'Agence constitue un relai des différentes initiatives régionales et nationales, appels à projets et manifestations... pour les faire connaître au plus grand nombre et en démultiplier l'impact.

Typologie des actions :

- 3.1 Organisation et animation des Assises Régionales de la Biodiversité, et d'un évènement régional sur l'eau.
- 3.2 Sensibilisation, partage, animation des informations et actualités pertinentes sur la biodiversité et l'eau via les médias pertinents et à destination de publics cibles.
- 3.3 Communication sur les dossiers thématiques, productions et actions de l'Agence et les partenariats tissés avec les acteurs régionaux.
- 3.4 Partenariats avec les structures de vulgarisation de la culture scientifique.
- 3.5 Participer à l'animation de campagnes/évènements spécifiques de mobilisation (divers publics).

Hors périmètre de l'Agence

L'Agence n'intervient pas directement dans des actions d'éducation à l'environnement, thématique largement couverte par une multitude d'acteurs. Elle limite son action à la sensibilisation par la mise à disposition d'informations pertinentes relatives à la biodiversité et à l'eau ainsi que par la communication sur les dossiers thématiques qui sont les siens.

Conditions de réussite du projet

La réussite du déploiement de l'Agence-EPCE repose sur la mise en place d'un certain nombre de mesures d'accompagnement afin de permettre la transition de la structure associative vers l'établissement public de coopération environnementale et les ambitions exprimées dans la présente feuille de route.

- Un ensemble d'outils et de moyens seront mis à disposition des salariés de l'Agence pour permettre leur acculturation au statut et aux modalités de fonctionnement d'un établissement public de coopération environnementale.
- L'évolution de l'Agence vers un statut public suppose également le développement de fonctions support de culture publique afin de garantir un fonctionnement efficient de la structure.
- L'Agence devra en outre se doter d'une stratégie adaptée en matière de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (GPEC) pour répondre aux enjeux et porter les ambitions exprimées dans la présente feuille de route.
- L'Agence devra, en outre, assurer un dialogue efficace et réactif avec ses instances de gouvernance, lesquelles seront amenées à occuper une place centrale dans la définition des actions de la structure et l'identification des sujets émergents. Aussi, l'Agence devra se doter d'un cadre de fonctionnement (*règlement intérieur*) et de compétences permettant l'animation et la mobilisation de ces instances.

Acronymes :

SIE : système d'information sur l'eau

SINP : système d'information sur le patrimoine naturel

SRADDET : schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires

SRB : stratégie régionale pour la biodiversité

SRE : stratégie régionale de l'eau

TEN : territoires engagés pour la nature